

RCS : STRASBOURG

Code greffe : 6752

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de STRASBOURG atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 1955 B 00018

Numéro SIREN : 558 500 187

Nom ou dénomination : HOLDING SOPREMA

Ce dépôt a été enregistré le 29/08/2022 sous le numéro de dépôt 15537

Duplicata
GREFFE DU
TRIBUNAL JUDICIAIRE
DE STRASBOURG

RECEPISSE DE DEPOT

REGISTRE DE COMMERCE - CS 60444
45 rue du Fossé des Treize 67008 STRASBOURG CEDEX
TEL 03 69 08 40 31
HEURES D'OUVERTURE : 8 H 30 à 11 H 45

HOLDING SOPREMA SA
14 RUE DE ST NAZAIRE
67100 Strasbourg

V/REF :
N/REF : 55 B 18 / 2022-B-15537

Le greffier du tribunal judiciaire de Strasbourg certifie qu'il a reçu le 28/07/2022,

les documents comptables prévus aux articles L 232-21 et suivants du code de commerce, de l'exercice clos le 31/12/2021.

Concernant la société

HOLDING SOPREMA
Société anonyme
14 rue de Saint-Nazaire
67100 Strasbourg

Le dépôt consolidé a été enregistré sous le numéro 2022-B-15537 le 29/08/2022

R.C.S. STRASBOURG TJ 558 500 187 (55 B 18)

Fait à STRASBOURG le 29/08/2022,
LE GREFFIER



BILAN

HOLDING SOPREMA SA

ACTIF, en millions d'EUR	2021	2020
Immobilisations corporelles	25,6	20,9
Immobilisations financières	408,3	340,5
ACTIF IMMOBILISE	433,9	361,4
Créances	236,1	267,1
Disponibilités et VMP	314,0	312,8
TOTAL ACTIF	984,0	941,3

PASSIF, en millions d'EUR	2021	2020
CAPITAUX PROPRES	522,5	344,6
Provisions pour risques et charges	3,6	6,2
Emprunts et dettes financières diverses	270,2	290,1
Autres dettes	187,7	300,4
TOTAL PASSIF	984,0	941,3

CONFIDENTIEL

COMPTE DE RESULTAT

En millions d'EUR	2021	2020
Chiffre d'affaires	16,0	14,9
Résultat d'exploitation	0,7	-2,0
% CA	4,4%	-13,4%
Résultat financier	246,2	64,3
Résultat exceptionnel	0,3	-0,5
Impôts sur les bénéfices	4,9	-3,3
Résultat net après impôts	242,3	65,1

BILAN CONSOLIDE**GROUPE SOPREMA**

<i>ACTIF, en millions d'EUR</i>	2021	2020
Immobilisations incorporelles	198	187
Immobilisations corporelles	644	586
Immobilisations financières	103	46
ACTIF IMMOBILISE	945	819
Stocks	538	344
Créances	811	695
Disponibilités et divers	552	591
TOTAL ACTIF	2 846	2 449

<i>PASSIF, en millions d'EUR</i>	2021	2020
CAPITAUX PROPRES	1 628	1 351
Provisions pour risques et charges	98	138
Emprunts et dettes financières diverses	422	450
<i>Dettes Financière Nette</i>	<i>- 130</i>	<i>- 141</i>
Dettes d'exploitation	698	510
TOTAL PASSIF	2 846	2 449

CONFIDENTIEL

COMPTE de RESULTAT CONSOLIDE

<i>En millions d'EUR</i>	2021	2020
Chiffre d'affaires	3 741	3 074
Résultat d'exploitation	377	288
Résultat financier	8	- 10
Résultat exceptionnel	15	5
Impôts sur les bénéficiaires	103	80
Résultat net de l'ensemble consolidé	297	203
Résultat - part du groupe	294	201

HOLDING SOPREMA

**Société Anonyme à Conseil d'Administration
au capital de 55 000 000 Euros**

Siège Social à STRASBOURG - 14, rue de Saint-Nazaire

**SIRET N° 558 500 187 000 98
R.C.S. STRASBOURG B 558 500 187**

Extrait certifié conforme du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 10 juin 2022

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire approuve la proposition du Conseil d'Administration et décide d'affecter le bénéfice net de l'exercice 2021 comme suit :

Bénéfice net comptable 2021	242 307 830 €
Report bénéficiaire antérieur	175 067 838 €
	<hr/>
BENEFICE DISTRIBUABLE	417 375 668 €
Dividendes :	
252,50 € par action, soit	
pour 119 000 actions	<hr/>
	- 30 047 500 €
NOUVEAU REPORT BENEFICIAIRE	387 328 168 €

Si cette proposition est acceptée, les dividendes s'élèveront à 252,50 € pour chaque action.

Ces dividendes seront mis en paiement au plus tard le 30 septembre 2022.

Cette résolution est adoptée à 100 % des voix





KPMG Audit
Espace Européen de l'Entreprise
9 avenue de l'Europe
CS 50033 Schiltigheim
67013 Strasbourg Cedex
France

Cabinet Gross-Hugel
53, rue du Général Offenstein
67100 Strasbourg



Holding Soprema S.A.
**Rapport des commissaires aux comptes sur les
comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2021
Holding Soprema S.A.
14, rue de Saint Nazaire - 67100 Strasbourg
Ce rapport contient 31 pages
Référence : FP-222-067



KPMG Audit
Espace Européen de l'Entreprise
9 avenue de l'Europe
CS 50033 Schiltigheim
67013 Strasbourg Cedex
France

Cabinet Gross-Hugel
53, rue du Général Offenstein
67100 Strasbourg



Holding Soprema S.A.

Siège social : 14, rue de Saint Nazaire - 67100 Strasbourg
Capital social : € 55 000 000

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'Assemblée générale de la société Holding Soprema S.A.,

Opinion

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Holding Soprema S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les titres de participation, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2021 s'établit à 362 552 439 euros, sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans la note « Participations et autres titres immobilisés » de l'annexe.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à revoir les hypothèses, les méthodes ainsi que les évaluations retenues qui justifient les estimations comptables retenues. Nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.


Les commissaires aux comptes

Schiltigheim, le 27 mai 2022
KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Strasbourg, le 27 mai 2022
Cabinet Gross-Hugel



Frédéric Fiquet
Associé



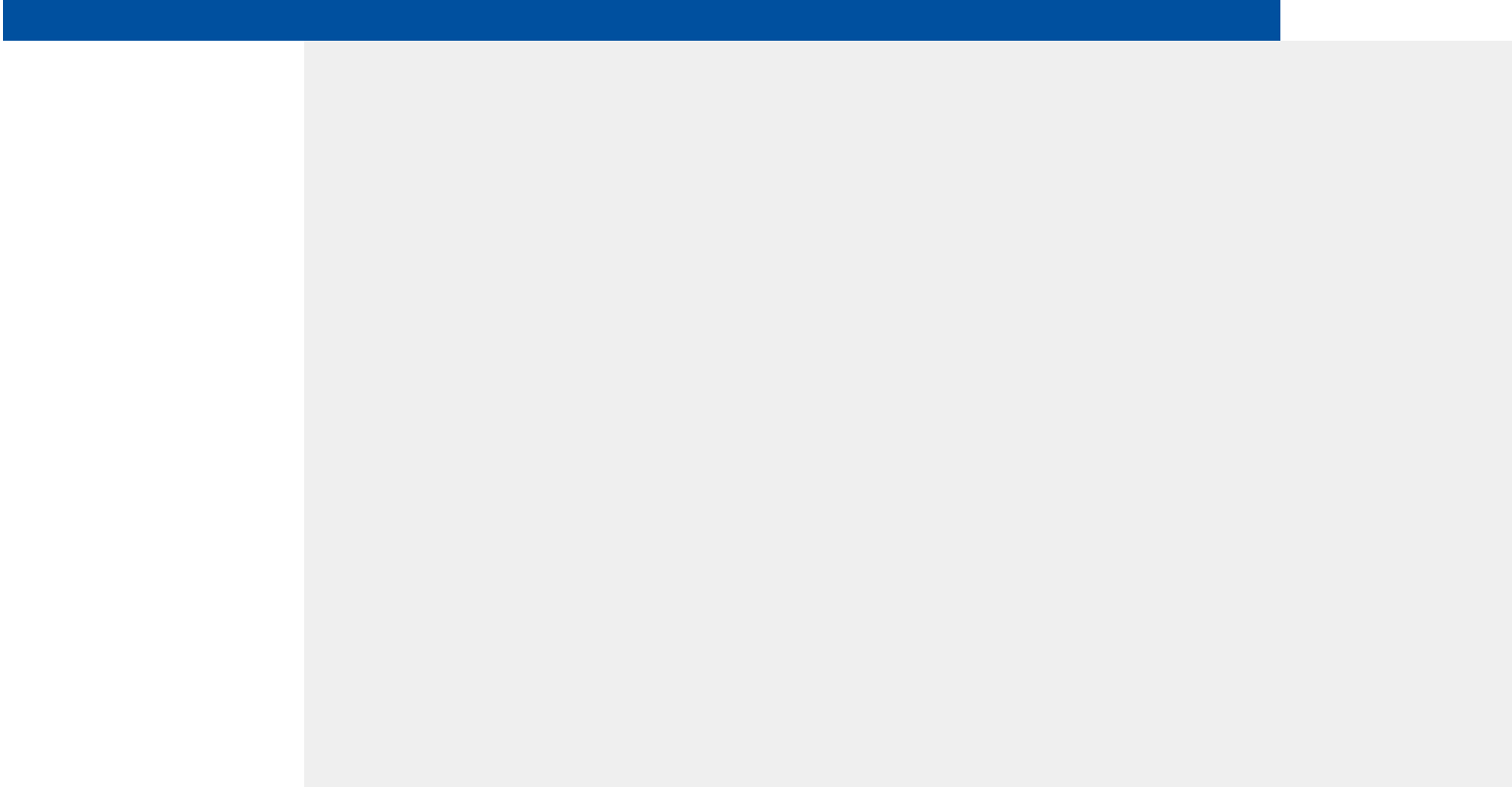
Frédéric Lugnier
Associé

HOLDING SOPREMA S.A.

14 Rue de Saint Nazaire

67100 STRASBOURG

Comptes au 31/12/2021



- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan	3
Compte de résultat	4

Annexes

Règles et méthodes comptables	6
Immobilisations	9
Amortissements	10
Provisions et dépréciations	11
Créances et dettes	12
Composition du capital social	13
Variation des capitaux propres	14
Charges et produits constatés d'avance	15
Ecart de conversion sur créances et dettes	16
Produit à recevoir	17
Charges à payer	18
Engagements financiers donnés et reçus	19
Engagements de crédit-bail	20
Répartition de l'impôt sur les bénéfices	21
Filiales et participations	22

Comptes annuels

ACTIF	31/12/2021			31/12/2020
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	525 559	525 559	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	53 991 826	28 425 411	25 566 415	20 890 973
immobilisations en service	48 967 018	28 425 411	20 541 607	8 443 886
immobilisations en cours	5 024 808	-	5 024 808	12 447 087
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	455 589 807	47 311 974	408 277 833	340 546 796
Titres de participation	409 853 805	47 301 366	362 552 439	307 346 139
Créances rattachées à des participations	31 228 050	-	31 228 050	19 123 715
Autres immobilisations financières groupe	13 868 661	-	13 868 661	13 869 301
Autres immobilisations financières	639 291	10 608	628 683	207 641
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	510 107 192	76 262 944	433 844 248	361 437 769
CREANCES	259 638 507	26 907 083	232 731 424	262 049 737
Clients groupe	19 658 840	56 771	19 602 069	20 354 659
Clients autres	325 778	-	325 778	1 357 687
<i>Sous-total Clients</i>	<i>19 984 618</i>	<i>56 771</i>	<i>19 927 847</i>	<i>21 712 346</i>
Groupe et associés	236 010 975	26 850 312	209 160 663	235 928 876
Créances sur l'Etat	3 211 873	-	3 211 873	3 142 756
Débiteurs divers	364 569	-	364 569	1 225 962
Acomptes fournisseurs	66 472	-	66 472	39 797
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	228 697 543	10 473 375	218 224 168	247 564 307
DISPONIBILITES	95 806 010	-	95 806 010	65 260 422
TOTAL ACTIF CIRCULANT	584 142 060	37 380 458	546 761 602	574 874 466
COMPTES DE REGULARISATION ACTIF	3 384 642	-	3 384 642	4 972 267
Charges constatées d'avance	230 163	-	230 163	180 230
Ecart de conversion actif	3 154 479	-	3 154 479	4 792 037
TOTAL ACTIF	1 097 633 894	113 643 402	983 990 492	941 284 502

PASSIF	31/12/2021	31/12/2020
Capital	55 000 000	55 000 000
Prime d'émission	128 057	128 057
Réserves	44 559 120	44 559 120
Report à nouveau	175 067 838	175 035 018
RESULTAT DE L'EXERCICE	242 307 830	65 082 980
Subventions d'investissement	17 037	20 623
Provisions réglementées	5 457 908	4 733 531
CAPITAUX PROPRES	522 537 790	344 559 329
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	3 625 139	6 212 502
EMPRUNTS AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	259 153 425	274 930 268
Emprunts à long terme	259 153 425	272 776 401
Concours bancaires	-	2 153 867
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERSES	182 694 795	305 101 105
Dépôts et cautionnements reçus	130 140	130 140
Emprunts groupe	2 013 844	2 518 895
Autres emprunts et dettes financières	8 926 023	12 522 788
Groupe et associés	171 624 788	289 929 282
AVANCES ET ACOMPTES RECUS - CLIENTS	-	-
DETTES FOURNISSEURS	2 096 368	731 113
Fournisseurs groupe	198 443	187 717
Fournisseurs autres	1 897 925	543 396
DETTES FISCALES ET SOCIALES	10 511 847	2 443 487
Personnel et organismes sociaux	5 673	5 068
Dettes envers l'Etat	10 506 174	2 438 419
AUTRES DETTES	1 880 608	3 483 669
COMPTES DE REGULARISATION PASSIF	1 490 520	3 823 029
Produits constatés d'avance	212 540	5 857
Ecart de conversion passif	1 277 980	3 817 172
TOTAL PASSIF	983 990 492	941 284 502

CHARGES	31/12/2021	31/12/2020	PRODUITS	31/12/2021	31/12/2020
CHARGES D'EXPLOITATION	19 578 431	21 048 374	PRODUITS D'EXPLOITATION	20 274 749	19 005 843
Achats et sous-traitance	228 658	228 736			
Achats consommés	228 658	228 736	Ventes de marchandises	-	-
Autres charges externes	17 145 154	18 531 111	Prestations de services	16 006 975	14 868 670
Impôts et taxes	866 207	933 134	Subventions	-	-
Autres charges	433 713	407 389	Transferts de charges	3 339 716	3 395 025
Dotation aux amortissements	904 699	948 004	Autres produits	928 058	742 148
Dotation pour créances douteuses et stocks	-	-	Reprise de provisions	-	-
Dotation pour risques et charges	-	-			
RESULTAT D'EXPLOITATION	696 318	- 2 042 531			
OPERATIONS EN COMMUN	-	-	OPERATIONS EN COMMUN	-	-
CHARGES FINANCIERES	11 825 159	30 268 109	PRODUITS FINANCIERS	257 976 628	94 537 599
Intérêts et assimilés	2 933 046	3 463 876	Des participations	228 378 117	76 516 073
Pertes de changes	823 219	7 640 954	Des placements	8 005 827	4 208 516
Dotation aux provisions	7 608 252	19 072 314	Des prêts et autres créances groupe	2 531 230	2 474 185
Moins-values sur placements	460 642	90 965	Autres produits	67 544	10 515
			Gains de change	5 815 131	1 864 283
			Reprise de provisions	13 178 779	9 464 027
RESULTAT FINANCIER	246 151 469	64 269 490			
RESULTAT COURANT	246 847 787	62 226 959			
CHARGES EXCEPTIONNELLES	6 297 166	9 075 941	PRODUITS EXCEPTIONNELS	6 635 100	8 583 895
Sur opérations de gestion	4 746	15 359	Sur opérations de gestion	412 587	141 826
Sur opérations en capital	408 872	2 419 631	Sur opérations en capital	157 865	3 845 718
Dotation aux provisions	5 883 548	6 640 951	Reprise de provisions	6 064 648	4 596 351
RESULTAT EXCEPTIONNEL	337 934	- 492 046			
RESULTAT AVANT IMPÔT SUR LES SOCIETES	247 185 721	61 734 913			
Impôt sur les sociétés	4 877 891	- 3 348 067			
RESULTAT APRES IMPÔT SUR LES SOCIETES	242 307 830	65 082 980			

Annexes

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que le règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2018-07 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les éléments corporels sont évalués :

- à leur coût d'acquisition, qui correspond au prix d'achat majoré des frais accessoires (biens acquis à titre onéreux)

En application des règlements comptables CRC 02-10 et CRC 04-06, les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire, en fonction de leur durée d'utilisation dans l'entreprise :

Immobilisations corporelles	Durée Amortissement
Constructions	entre 15 et 30 ans
Agencements des terrains et constructions	entre 10 et 15 ans
Agencements et aménagements divers	10 ans
Matériel informatique	3 ans
Matériels et outillages industriels	entre 3 et 8 ans
Mobilier et matériel de bureau	entre 5 et 10 ans

Des amortissements dérogatoires sont enregistrés au passif du bilan. Ils représentent un complément d'amortissement résultant de l'application du mode dégressif ou linéaire sur des durées d'usage fiscalement admises, qui peuvent différer des durées d'utilisation.

PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES IMMOBILISÉS

Les titres de participation ainsi que les autres titres immobilisés ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, hors frais d'acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres cédés a été estimée selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré.

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition.

Le cas échéant, la provision pour dépréciation des titres constituée par filiale est fonction de la situation nette de la filiale, du résultat de l'exercice écoulé, des distributions opérées, des perspectives d'évolution et des opérations en capital.

VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition, hors frais d'acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres cédés a été estimés selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Les valeurs mobilières ont été dépréciées par voie de provision afin de tenir compte :

- pour les titres cotés, du cours moyen du dernier mois de l'exercice,
- pour les titres non cotés, de leur valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice.

CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances sont dépréciées par voie de provision afin de tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elle sont susceptibles de donner lieu.

En cas de situation financière dégradée, des dépréciations spécifiques sont constatées au cas par cas.

Les comptes courants groupe sont dépréciés pour les filiales connaissant une situation financière dégradée ainsi que des perspectives d'évolution peu favorables. Ces dépréciations sont comptabilisées en résultat exceptionnel.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Provision pour impôt sur les sociétés :

La société est crédit-preneuse d'un ensemble immobilier industriel. Lors de l'acquisition du bien immobilier à l'échéance du contrat prévue en 2025, une fraction des loyers antérieurement versés devra être réintégrée fiscalement, afin de placer la société dans une situation analogue à celle dans laquelle elle serait trouvée si elle avait été propriétaire du bien dès la conclusion du crédit-bail.

L'impôt engendré par cette réintégration fiscale s'élèvera à 753 KEUR en 2025. A ce titre, la société constitue une provision pour impôt qui est étalée sur la durée du crédit-bail. Au 31/12/2021, cette provision s'élève à 471 KEUR.

PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

Les provisions réglementées figurant au bilan représentent la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés suivant les modalités énoncés ci-avant.

La contrepartie des provisions réglementées est comptabilisée en charges et produits exceptionnels, au poste "Dotations aux provisions réglementées - Amortissements dérogatoires".

OPÉRATIONS EN DEVISES

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur à la clôture de l'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et des créances en devises à la fin de l'exercice est portée au bilan en "écart de conversion".

Les pertes de change latentes font l'objet d'une provision au passif dont le montant s'élève à 3.154 KEUR au 31/12/2021.

INTÉGRATION FISCALE

La société a opté pour le régime de l'intégration fiscale et représente la tête de groupe depuis le 01/01/2003. Les filiales sont redevables de l'impôt comme si elles étaient imposables séparément.

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Il n'y a pas de fait marquant à signaler sur l'exercice 2021.

ÉVÉNEMENTS POST CLOTURE

Depuis le 31 décembre 2021, date de clôture de l'exercice, la société surveille l'évolution de l'épidémie de Covid-19, et bien que la situation s'améliore nettement, la société reste vigilante.

Depuis le 24 février 2022, la Russie est entrée en guerre avec l'Ukraine, visant à déstabiliser la souveraineté de ce pays. L'Organisation des Nations Unies, suivie des Etats-Unis, et de l'Union Européenne ont adopté des sanctions économiques internationales contre la Russie, visant à sanctionner ses agissements. Ce contexte géopolitique a des répercussions certaines sur l'économie mondiale.

La société surveille de près l'évolution de ce contexte, et des sanctions internationales et met en œuvre toutes les actions à sa disposition pour réduire son exposition. A ce jour, les engagements économiques sont peu significatifs à l'échelle du Groupe.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	525 559		
Terrains	1 678 006		
Dont composants			
Constructions sur sol propre	19 239 319		13 001 870
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	10 554 801		
Install. techniques, matériel et outillage ind.	1 176 338		
Installations générales, agenc., aménag.	2 874 675		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	441 460		550
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	12 447 088		5 737 454
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	48 411 686		18 739 874
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	376 914 592		80 914 997
Autres titres immobilisés	7 883 134		20 000
Prêts et autres immobilisations financières	6 204 415		414 860
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	391 002 142		81 349 857
TOTAL GENERAL	439 939 387		100 089 731

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			525 559	
Terrains			1 678 006	
Constructions sur sol propre			32 241 189	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.			10 554 801	
Installations techn., matériel et outillages ind.			1 176 338	
Installations générales, agencements divers			2 874 675	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier			442 010	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	13 001 868	157 866	5 024 808	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	13 001 868	157 866	53 991 826	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations		16 747 734	441 081 855	
Autres titres immobilisés		656	7 902 478	
Prêts et autres immobilisations financières		13 801	6 605 474	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		16 762 191	455 589 807	
TOTAL GENERAL	13 001 868	16 920 057	510 107 192	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	525 559			525 559
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	525 559			525 559
Terrains	612 493			612 493
Constructions sur sol propre	15 449 858		15 449 858	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.	7 192 603	333 227		7 525 830
Installations techniques, matériel et outillage industriels	611 952		611 952	
Installations générales, agenc. et aménag. divers	2 148 991	69 310		2 218 301
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	439 303	1 908		441 211
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	26 455 199	404 445	16 061 810	10 797 834
TOTAL GENERAL	26 980 758	404 445	16 061 810	11 323 393

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis.							
Fonds Cial							
Autres. INC.							
INCORPOREL.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre	822 831			45 968			776 864
- sol autrui							
- installations	127 698			109 187			18 511
Install. Tech.		743			68 333		-67 590
Install. Gén.	17			2 232			-2 214
Mat. Transp.							
Mat bureau		15			1 208		-1 193
Embal récup.							
CORPOREL.	950 546	758		157 386	69 541		724 377
Acquis. titre							
TOTAL	950 546	758		157 386	69 541		724 377

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	4 733 530	951 304	226 927	5 457 908
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	4 733 530	951 304	226 927	5 457 908
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change	4 792 037	3 154 479	4 792 037	3 154 479
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts	1 420 465	94 132	1 043 937	470 660
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	6 212 502	3 248 611	5 835 974	3 625 139
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles	1 065 513			1 065 513
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	50 444 738	4 453 773	7 597 145	47 301 366
Dépréciations autres immobilis. financières	10 609			10 609
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	29 290	27 481		56 771
Autres dépréciations	38 096 436	4 810 632	5 583 381	37 323 687
DEPRECIATIONS	89 646 586	9 291 885	13 180 526	85 757 945
TOTAL GENERAL	100 592 618	13 491 800	19 243 427	94 840 992
Dotations et reprises d'exploitation				
Dotations et reprises financières		7 608 252	13 178 779	
Dotations et reprises exceptionnelles		5 883 548	6 064 648	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations	31 228 050	12 158 682	19 069 367
Prêts	184 754	15 427	169 327
Autres immobilisations financières	6 420 721		6 420 721
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	19 984 618	19 912 868	71 750
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	5	5	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	8 160	8 160	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	2 950 059	2 950 059	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	253 654	253 654	
Groupe et associés	236 018 583	109 710 104	126 308 479
Débiteurs divers	364 564	364 564	
Charges constatées d'avance	230 163	230 163	
TOTAL GENERAL	297 643 330	145 603 686	152 039 644
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	13 801		
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	259 153 426	89 539 559	169 613 867	
Emprunts et dettes financières divers	11 070 007	3 657 143	7 282 724	130 140
Fournisseurs et comptes rattachés	1 367 489	1 367 489		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	5 673	5 673		
Etat : impôt sur les bénéfices	5 522 251	5 522 251		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	4 957 303	4 957 303		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	26 620	26 620		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	735 314	735 314		
Groupe et associés	171 632 396	3 066 291	168 566 105	
Autres dettes	1 874 173		1 874 173	
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	212 540	212 540		
TOTAL GENERAL	456 557 193	109 090 185	347 336 869	130 140
Emprunts souscrits en cours d'exercice	80 000 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	97 724 791			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	119 000			462,18
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		344 559 329
Distributions sur résultats antérieurs		65 050 160
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		279 509 169
Variations en cours d'exercice		En moins
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement	3 586	
Variations des provisions réglementées		724 377
Autres variations		
Résultat de l'exercice		242 307 830
	SOLDE	243 028 621
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		522 537 790

Compte	Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
486610	SERV.EXTER.CONSTATES D'AVANCE	144 584,47	180 229,72	-35 645,25
486620	AUTRES SERV.EXT.CONST.D'AVANCE	85 578,47		85 578,47
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		230 162,94	180 229,72	49 933,22
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE				
487100	PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	-212 540,11	-5 856,49	-206 683,62
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		-212 540,11	-5 856,49	-206 683,62

Nature des écarts	Actif	Ecarts compensés	Provision	Passif
	Perte latente	par couverture de change	pour perte de change	Gain latent
Immobilisations non financières				
Immobilisations financières	3 042 514		3 042 514	248 461
Créances	111 965		111 965	1 029 518
Dettes financières				
Dettes d'exploitation				
Dettes sur immobilisations				
TOTAL	3 154 479		3 154 479	1 277 979

PRODUITS A RECEVOIR	31/12/2021	31/12/2020
Créances rattachées a des participations	573 275	13 983 796
Autres immobilisations financières	47 248	47 904
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	620 523	14 031 700
Clients et comptes rattachés	1 384 974	80 058
Personnel et comptes rattachés		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		
Etat et autres collectivités publiques	253 654	373 720
Autres créances	23 733	
CREANCES	1 662 361	453 778
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	817 705	835 528
DISPONIBILITES		
TOTAL	3 100 589	15 321 006

CHARGES A PAYER	31/12/2021	31/12/2020
Emprunts obligatoires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts auprès des établissements de crédit	210 145	318 915
Emprunts et dettes financières divers	1 272	3 180
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Groupe et associés		
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	211 416	322 095
DETTES FOURNISSEURS & COMPTES RATTACHES	387 075	240 420
Personnel et comptes rattachés		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	5 673	5 068
Etat et autres collectivités publiques	26 620	9 270
DETTES SUR IMMOB. & COMPTES RATT.	32 293	14 338
AUTRES DETTES		641 002
TOTAL	630 784	1 217 855

Engagements donnés						
Catégories d'engagements	Total	Au profit de				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Garanties :						
- garanties de paiement	3 138 900		3 138 900			
- lettres de crédit	18 409 000					18 409 000
Cautions :	4 023 371		4 023 371			
Crédit bail immobilier :	2 109 625					2 109 625
TOTAL	27 680 896		7 162 271			20 518 625

Engagements reçus						
Catégories d'engagements	Total	Accordés par				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Garanties d'actifs et de passifs des sociétés acquises :	6 789 000					6 789 000
TOTAL	6 789 000					6 789 000

Engagements réciproques						
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Cautions de marché :	297 634					297 634
TOTAL	297 634					297 634

Rubriques	Terrains	Constructions	Matériel outillage	Autres immobilisations	Total
VALEUR D'ORIGINE	640 000	4 860 000			5 500 000
AMORTISSEMENTS					
Cumul exercices antérieurs		936 900			936 900
Exercice en cours		243 000			243 000
TOTAL		1 179 900			1 179 900
VALEUR NETTE	640 000	3 680 100			4 320 100
REDEVANCES PAYEES					
Cumul exercices antérieurs		2 812 833			2 812 833
Exercice en cours		703 208			703 208
TOTAL		3 516 041			3 516 041
REDEVANCES A PAYER					
A un an au plus		703 208			703 208
A plus d'un an et moins de 5 ans	642 075	764 342			1 406 417
A plus de cinq ans					
TOTAL	642 075	1 467 550			2 109 625
VALEUR RESIDUELLE			1		1
Montant pris en charge ds exerc.					

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	246 847 787	4 897 105	241 950 682
Résultat exceptionnel à court terme	337 934	-19 214	357 148
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés			
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	247 185 721	4 877 891	242 307 830

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS
RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES FILIALES ET LES PARTICIPATIONS (SOCIETES COMMERCIALES)

1/4

Société : HOLDING SOPREMA
Exercice du 1 janvier 2021 au 31 décembre 2021

SOCIETES	Quote part du capital détenu	CAPITAL	Capitaux propres totaux	CHIFFRE D'AFFAIRES 2021	RESULTAT 2021
<i>PARTICIPATIONS > 50 %</i>					
<i>France</i>					
Soprema Entreprises SAS 14 rue de Saint Nazaire 67100 Strasbourg cedex	100,00%	5 120 000 €	36 465 589 €	493 884 994 €	21 29 949 €
Soprema SAS 14 rue de Saint Nazaire 67100 Strasbourg cedex	100,00%	50 000 000 €	214 567 546 €	541 486 674 €	26138 363 €
ADEXSI SA ZI Nord - Les Pins 37230 LUYNES	91,00%	260 000 €	8 570 986 €	5 529 457 €	13 466 269€
NESTA SA 16, rue de Vauban 67450 MUNDOLSHEIM	100,00%	100 000 €	7 923 967 €	45 458 773 €	1 560 690 €
NMC SA (MSO) 6 rue Patrice Lumumba ZA Ravine à Marquet 97419 LA POSSESSION	100,00%	40 000 €	5 034 922 €	8 558 631 €	1 490 327€
WILSON France SA 25, bd Wilson 67000 STRASBOURG	63,80%	40 000 €	- 42 368 €	139 766 €	151 494 €
TECSOUND 7 rue de Furchhausen 67700 Saverne	100,00%	7 622 €	613 364 €	4 574 277 €	252 882 €
ADD SaRL 14 rue de Saint Nazaire 67100 Strasbourg cedex	99,98%	53 000 €	- 273 973 €	686 660 €	- 512 128 €
CSI ZI Auguste III, 4 chemin des Arrestieux 33610 CESTAS	100,00%	400 000 €	2 692 588 €	8 245 715 €	- 316 133€
SOPREMA CARAIBES 8, impasse Sisyphe Voie verte Jarry 97122 BAIE MAHAUT	100,00%	30 000 €	719 309 €	3 558 579 €	622 545 €
GREENFIELD SARL 18, rue chemin REMY 45570 DAMPIERRE-EN-BURLY	100,00%	50 000 €	153 804 €	2 723 415 €	86 913 €
DURGALITH SAS 62, rue Transversale 92238 GENNEVILLIERS	99,96%	40 000 €	1 088 859 €	2 462 578 €	- 199 150 €
GOLF DU KEMPFERHOF 351 rue du Moulin 67115 PLOBSHEIM	100,00%	2 000 000 €	2 775 335 €	2 096 577 €	- 982 866€
PAVAFRANCE Route Jean-Charles Pellerin Zone Industrielle III 88190 GOLBEY	100,00%	28 000 000 €	29 563 136 €	34 505 674 €	2 522 003 €
XCRUSHER 14 rue de Saint Nazaire 67111 STRASBOURG	90,27%	1 055 700 €	661 924 €	238 497 €	- 825 190 €
KDB Isolation (anciennement 2LD) 697 route des Chênes, ZA de Terre Neuve 73200 Gilly-sur-Isère	100,00%	10 019 633 €	3 893 909 €	1 405 135 €	63 110€
SEBISOLE 17 rue du Kéfir 94310 Orly	80,00%	60 000 €	5 132 233 €	16 047 044 €	1 485 682 €
RIKSEN 20 rue Pierre Cot - ZI Nord 71100 Chalon sur Soane	60,79%	1 645 000 €	928 228 €	2 714 533 €	- 188 314 €
ATI France 146, Avenue du Bicentenaire 01120 DAGNEUX	100,00%	113 000 €	5 442 815 €	17 080 563 €	2 291 651€

Société : HOLDING SOPREMA
Exercice du 1 janvier 2021 au 31 décembre 2021

SOCIETES	Quote part du capital détenu	CAPITAL	Capitaux propres totaux	CHIFFRE D'AFFAIRES 2021	RESULTAT 2021
<i><u>Etranger</u></i>					
SOPREMA GmbH Mallaustr. 59 D-68219 MANNHEIM	100,00%	2 300 000 €	49 163 697 €	176 375 234 €	8 947 790 €
SOPREMA NV Bouwvelven 5 2280 GROBBENDONK	99,99%	13 340 000 €	55 316 080 €	127 259 689 €	6 582 327 €
SOPREMA HOLDING AG Härdlistrasse 1-2 8957 - SPREITENBACH	99,63%	1 500 000 CHF	26 352 658 CHF	270 176 CHF	4 835 095 CHF
GESTION SOPREMA INC. 1688, Jean-Berchmans-Michaud DRUMMONDVILLE J2C 8E9	100,00%	500 000 CAD	360 849 269 CAD	46 800 000 CAD	77 250 503 CAD
SOPREMA INC USA 310 Quadral Drive WADSWORTH OHIO 44281	100,00%	1 229 042 USD	194 929 176 USD	310 740 899 USD	53 429 786 USD
SOPREMA USA INC 310 Quadral Drive WADSWORTH OHIO 44281	100,00%	2 666 573 USD	7 038 646 USD	2 850 804 USD	- 155 694 USD
SOPREMA POLSKA Sp. Zoo. 7 Ul. S. Batorego 05-870 Blonie	99,99%	19 000 000 PLN	46 302 000 PLN	175 101 000 PLN	14 057 000 PLN
MOSKA Bouwvelven 5 B-2280 GROBBENDONK	75,00%	62 000 €	254 009 €	105 200 €	44 869 €
SOPREMA Algérie 14 av Pekin EL MOURADIA ALGER	99,90%		En cours de liquidation		
VAN DALE HOLDING 7, rue Robert Stümper L - 2557 Luxembourg	100,00%	30 987 €	5 166 804 €	- €	- 46 161 €
TROELSTRA & DEVRIES BEHEER BV Geeuwkade 1, Postbus 2 8651 AA IJ1st NEDERLAND	100,00%	181 600 €	1 833 411 €	- €	18 722 586 €
SC HIDROIZOLATII SOPREMA SRL 11A Turturelelor str. 7th floor, 3rd District Bucarest - ROUMANIE	100,00%	5 000 RON	10 617 305 RON	30 238 809 RON	2 877 675 RON
SOPREMA ADV GmbH Honsellstr 8 77694 KEHL Allemagne	100,00%	25 000 €	NC	NC	NC
SOPREMA ETANCHEITE MAROC SARL AU 6, route de Zenata, Esperance 2 Casablanca, Maroc	100,00%	10 000 MAD	46 467 668 MAD	90 180 573 MAD	15 406 631 MAD
SOPREMA HYDROIZOLACE s.r.o Prusikova 2577/16 155 00, Praha 5	100,00%		En cours de liquidation		
SOPREMA YALITIM 19 MAYIS MH İNÖNÜ CD G1 BLOK 12 34736 Kadıköy/Istanbul, Turkey	99,75%	10 000 TL	76 444 901 TL	81 395 932 TL	24 545 075 TL
SOPREMA SENEGAL Rocade Fann Bel Air Dakar, Sénégal	100,00%	3 280 000 CFA	-9 125 855 CFA	175 212 002 CFA	-41 468 292 CFA
SOPREMA AUSTRIA Harter Süd Strase 12 8075 Hart bei Graz	100,00%	35 000 €	1 016 783 €	12 965 739 €	978 569 €
SOPREMA India	100,00%	39 100 000 INR	-34 220 460 INR	151 550 365 INR	-18 855 247 INR
SOPREMA Exports Inc	100,00%	2 500 USD	178 011 USD	174 063 USD	173 951 USD

Société : HOLDING SOPREMA
Exercice du 1 janvier 2021 au 31 décembre 2021

SOCIETES	Quote part du capital détenu	CAPITAL	Capitaux propres totaux	CHIFFRE D'AFFAIRES 2021	RESULTAT 2021
Fibrolith An der L 83 56746 Kempenich, Allemagne	100,00%	1 533 880 €	2 429 456 €	11 480 349 €	- 540 545 €
MAMMOUTH STROYMATERIAL proezd Nauchnyj, 19, bld.1 117246, Moscow, Russie	100,00%	10 000 P	-54 051 000 P	81 265 000 P	-18 719 000 P
Termo Organika 33 Boleslawa Prusa 30-117 Krakow, Pologne	100,00%	4 000 000 PLN	115 849 965 PLN	483 379 253 PLN	49 763 845 PLN
Essertec Immobilienverwaltung Heinrich-Hetz-Str. 13 41516 Grevenbroich	100,00%	25 000 €	254 552 €	738 791 €	239 603 €
Soprema Iberia Ind. Can Pelegri Calle Ferro 7 08755 Castellbisbal, Espagne	100,00%	1 000 000 €	34 755 000 €	110 096 000 €	4 720 000 €
Traxpo Polígono Industrial "El Mas Vell" Carrer del Foc, s/n, 43144 Vallmoll, Tarragona, Espagne	100,00%	493 500 €	6 042 591 €	29 053 286 €	982 773€
Soprema S.r.l Via Industriale Dell'Isola, 3 20040 Chignola D'Isola, Italie	62,76%	13 855 555 €	68 385 333 €	232 236 594 €	15 836 052 €
Isoltema Via Perticari 6/8 47035 Gambettola, Italie	100,00%	210 000 €	21 687 338 €	29 412 273 €	8 544 297 €
Pavatex Holding AG 51 Knonauerstrasse 6330 CHAM, Suisse	100,00%	787 914 CHF	213 301 CHF	- CHF	- 14 950 CHF
Prenotec GmbH 2 Fichtenstrasse 8570 Weinfelden, Suisse	100,00%	275 000 CHF	1 389 948 CHF	4 789 505 CHF	- 229 570 CHF
Hupremo 6 Rietstrasse 8317 Tagelswangen, Suisse	100,00%	100 000 CHF	- 149 583 CHF		- 39 741 CHF
SOPREMA DO BRASIL Av. Président Juscelino Kubitschek, 1455 04543-011 São Paulo, Brésil	100,00%	38 241 619 BRL	29 590 000 BRL	10 749 000 BRL	-1 992 000 BRL
Mammoth Stroitelnyie Tekhnologii Sovetskaya street building 8, floor 2, office 6 140501 Moscow, Russie	100,00%	10 000 P	-923 000 P	0 P	-698 000 P
Soprema UK Limited Freebournes Road Witham, CM8 3US Essex, England	100,00%	£ 2	£ 1 461 319	£ 19 631 577	£ 1 291 787

Société : HOLDING SOPREMA
Exercice du 1 janvier 2021 au 31 décembre 2021

SOCIETES	Quote part du capital détenu	CAPITAL	Capitaux propres totaux	CHIFFRE D'AFFAIRES 2021	RESULTAT 2021
<i>PARTICIPATIONS de 10 à 50 % France</i>					
MDA PARTNERS 1 rue Jean-Jacques Rousseau 67000 STRASBOURG	19,30%	270 000 €	- 1 508 435 €	450 913 €	- 52 845 €
TIPEE 8 rue Isabelle Autissier Parc Altentech 17140 LAGORD	10,67%	980 000 €	1 109 574 €	794 095 €	6 513 €
<i>Etranger</i>					
SOPREMA EGYPT Extension Industrial Zone #4, Land #2 P.O.BOX:186 New Borg El-Arab, ALEXANDRIA EGYPT	10,00%	758 810 €	- 5 684 064 €	- €	- 45 295 €
Five-Isolanti 21, Via dell'Industria 31029 Vittorio Veneto, Italie	50,00%	1 600 000 €	16 937 489 €	59 407 612 €	9 137 022 €



KPMG Audit
Espace Européen de l'Entreprise
9 avenue de l'Europe
CS 50033 Schiltigheim
67013 Strasbourg Cedex
France

Cabinet Gross-Hugel
53, rue du Général Offenstein
67100 Strasbourg



Holding Soprema S.A.
**Rapport des commissaires aux comptes sur les
comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2021
Holding Soprema S.A.
14, rue de Saint Nazaire - 67100 Strasbourg
Ce rapport contient 32 pages
Référence : FP-222-068



KPMG Audit
Espace Européen de l'Entreprise
9 avenue de l'Europe
CS 50033 Schiltigheim
67013 Strasbourg Cedex
France

Cabinet Gross-Hugel
53, rue du Général Offenstein
67100 Strasbourg



Holding Soprema S.A.

Siège social : 14, rue de Saint Nazaire - 67100 Strasbourg
Capital social : € 55 000 000

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'Assemblée générale de la société Holding Soprema S.A.,

Opinion

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Holding Soprema S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans :

- la note « 1.2 Sociétés non consolidées » de l'annexe qui expose les motifs de non consolidation des sociétés Majster-Pol, Can-Cell group, Margueron, Five Isolanti et Fibrotermica Hungary.

- la note « 1.3 Comparabilité des comptes » de l'annexe qui décrit l'intégration des sociétés Ati France, Fons Meeder, Soprema Autriche, Sebisole, Soprema Brésil, Soprema Suède, CMCA et Denvers et donne une information chiffrée sur l'impact de l'entrée de ces sociétés dans le périmètre de consolidation.

- la note 2.17 « changement de méthode comptables : nouveau règlement ANC 2020-01 » de l'annexe des comptes consolidés concernant l'application du nouveau règlement ANC 2020-01.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne, les écarts d'acquisition, les créances et les stocks.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L. 225-102-1 du code de commerce figure dans les informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Les commissaires aux comptes

Schiltigheim, le 27 mai 2022
KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Strasbourg, le 27 mai 2022
Cabinet Gross-Hugel



Frédéric Piquet
Associé



Frédéric Luginier
Associé

GROUPE SOPREMA - BILAN CONSOLIDE (Euros x 1 000)

ACTIF	31/12/2021			31/12/2020
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	502 041	304 445	197 596	187 410
Frais d'étab. / rech. et développement	1 250	1	1 249	-
Brevets-logiciels	17 913	14 052	3 861	2 328
Fonds de commerce	9 345	9 345	-	-
Autres immobilisations incorporelles	4 084	3 449	635	1 844
Ecart d'acquisition	469 449	277 598	191 851	183 238
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 423 823	779 740	644 083	586 320
Terrains	72 330	18 083	54 247	50 952
Constructions	375 506	179 017	196 489	172 658
Installations techniques	704 523	442 364	262 159	246 096
Autres immobilisations corporelles	216 427	140 276	76 151	69 925
Immobilisations en cours	44 738	-	44 738	43 941
Avances et acomptes versés	10 299	-	10 299	2 748
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	119 075	16 076	102 999	45 771
Titres mis en équivalence	-	-	-	-
Titres non consolidés	91 800	14 498	77 302	37 049
Créances rattachées aux participations	10 239	242	9 997	1 238
Prêts	6 148	1 307	4 841	4 363
Autres immobilisations financières	10 888	29	10 859	3 121
ACTIF IMMOBILISE	2 044 939	1 100 261	944 678	819 501
STOCKS	555 739	17 725	538 014	344 351
Matières premières	201 753	4 317	197 436	122 257
En cours	6 729	3	6 726	6 173
Produits intermédiaires et finis	191 655	5 970	185 685	111 110
Marchandises	155 602	7 435	148 167	104 811
CREANCES	838 091	40 403	797 688	685 279
Avances et acomptes	16 360	-	16 360	9 195
Créances clients	686 378	36 262	650 116	547 957
Autres créances	117 802	4 141	113 661	115 951
Impôts différés actif	17 551	-	17 551	12 176
DISPONIBILITES ET DIVERS	562 568	10 473	552 095	591 216
Valeurs mobilières de placement	241 208	10 473	230 735	258 162
Disponibilités	321 360	-	321 360	333 054
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	13 193		13 193	8 826
ACTIF CIRCULANT	1 969 591	68 601	1 900 990	1 629 672
TOTAL ACTIF	4 014 530	1 168 862	2 845 668	2 449 173

GROUPE SOPREMA - BILAN CONSOLIDE (Euros x 1 000) (suite)

PASSIF	31/12/2021	31/12/2020
CAPITAUX PROPRES - PART GROUPE	1 622 457	1 346 083
Capital	55 000	55 000
Prime d'émission, de fusion, d'apport	128	128
Réserve légale	5 500	5 500
Réserve statutaire	1 358	1 358
Autres réserves	37 701	33 701
Report à nouveau	175 068	175 035
Subventions	4 786	4 195
Ecart de conversion sur les capitaux propres	23 430	- 23 063
Réserves consolidées - part groupe	1 025 214	893 565
Résultat de l'exercice - part groupe	294 272	200 664
CAPITAUX PROPRES - INTERETS MINORITAIRES	5 431	4 990
Réserves	2 924	3 900
Résultat de l'exercice	2 507	1 090
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	1 627 888	1 351 073
AUTRES FONDS PROPRES	-	-
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	97 733	93 156
DETTES FINANCIERES	422 332	450 370
Emprunts auprès des établissements de crédit	340 336	365 329
Emprunt et dettes financières diverses	37 117	53 003
Concours bancaires courants	44 879	32 038
AVANCES ET ACOMPTES RECUS	23 889	18 586
DETTES DIVERSES	659 624	521 284
Dettes fournisseurs	337 281	262 678
Dettes fiscales et sociales	169 617	140 053
Dettes sur immobilisations	7 481	7 840
Provisions pour impôts différés	46 099	44 608
Autres dettes	99 146	66 105
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	14 202	14 704
DETTES	1 120 047	1 004 944
TOTAL PASSIF	2 845 668	2 449 173

GRUPE SOPREMA - COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE
(en Euros x 1 000)

	31/12/2021	31/12/2020
Ventes de marchandises et produits finis	2 934 188	2 343 171
Production vendue travaux et services	806 321	730 420
CHIFFRE D'AFFAIRES	3 740 509	3 073 591
Production stockée	67 536	- 22 911
Production immobilisée	4 081	4 031
PRODUCTION DE L'EXERCICE	3 812 126	3 054 711
Subvention d'exploitation	2 235	463
Reprise sur provisions et transfert de charges	50 194	48 312
Autres produits d'exploitation	4 132	4 051
PRODUITS D'EXPLOITATION	3 868 687	3 107 537
Achats de matières et marchandises	2 119 738	1 507 111
Variation stocks matières et marchandises	- 104 513	- 2 085
Achats de matériel et autres approvisionnements	75 674	61 249
Sous-traitance	158 753	148 861
ACHATS CONSOMMES	2 249 652	1 715 136
CHARGES EXTERNES	502 105	433 804
IMPÔTS ET TAXES	26 750	27 965
Salaires et traitements	412 995	361 588
Charges sociales	130 903	118 988
Participation des salariés	8 210	6 741
CHARGES DE PERSONNEL	552 108	487 317
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	11 049	10 803
Dotation aux amortissements	76 806	68 601
Dotation aux provisions	47 279	48 637
DOTATIONS D'EXPLOITATION	124 085	117 238
CHARGES D'EXPLOITATION	3 465 749	2 792 263
RESULTAT D'EXPLOITATION	402 938	315 274
% CA	10,8%	10,3%
Dotations aux amortissements écart d'acquisition	26 280	27 564
RESULTAT D'EXPLOITATION après amortissement sur écarts d'acquisition	376 658	287 710
% CA	10,1%	9,4%
PRODUITS SUR OPERATIONS FAITES EN COMMUN	-	-
CHARGES SUR OPERATIONS FAITES EN COMMUN	-	-

GROUPE SOPREMA - COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE
(en Euros x 1 000)

	31/12/2021	31/12/2020
Autres produits de participations	2 182	3 339
Produits des autres immobilisations financières	129	229
Reprises sur provisions	2 684	3 978
Différences positives de change	13 734	8 458
Revenus des autres créances et VMP	8 561	4 905
Autres produits financiers	2 239	1 920
PRODUITS FINANCIERS	29 529	22 829
Dotations financières aux provisions	8 507	14 037
Intérêts et charges assimilés	4 995	4 676
Différences négatives de change	7 278	14 447
Autres charges financières	659	119
CHARGES FINANCIERES	21 439	33 279
RESULTAT FINANCIER	8 090	- 10 450
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	384 748	277 260
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	19 214	4 888
Produits exceptionnels sur opérations en capital	2 192	7 269
Reprise sur provisions	4 074	4 590
PRODUITS EXCEPTIONNELS	25 480	16 747
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	5 794	4 318
Charges exceptionnelles sur opérations de capital	2 186	5 737
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	2 688	1 865
CHARGES EXCEPTIONNELLES	10 668	11 920
RESULTAT EXCEPTIONNEL	14 812	4 827
Impôts sur les bénéfices	106 384	73 194
Impôts différés	- 3 603	7 139
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES	296 779	201 754
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	-	-
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	296 779	201 754
RESULTAT - PART REVENANT AUX MINORITAIRES	2 507	1 090
RESULTAT - PART GROUPE	294 272	200 664
% CA	7,9%	6,5%
RESULTAT PAR ACTION	2 472,87 €	1 686,25 €

GROUPE SOPREMA

ANNEXE DES COMPTES CONSOLIDES

EXERCICE 2021

1. Informations relatives au périmètre de consolidation

1.1 Périmètre de consolidation

Pays	Sociétés	Siège Social	% de contrôle	
			31/12/2021	31/12/2020
	<u>Société consolidante</u>			
France	HOLDING SOPREMA	Strasbourg (67)		
	<u>Intégration globale</u>			
France	ADEXSI	Luynes (37)	91,00%	91,00%
France	LANGETHERMO	Luynes (37)	99,80%	99,80%
France	BLUETEK	Luynes (37)	100,00%	100,00%
France	SOUCHIER-BOULLET	Lognes (77)	100,00%	100,00%
France	TELLIER BRISE SOLEIL	Chemille-en-anjou (49)	100,00%	100,00%
Royaume Uni	ADEXSI UK	Barry	84,92%	84,92%
Suisse	AEZ	Zürich	100,00%	100,00%
France	AS2M	Clisson (44)	100,00%	100,00%
France	BAUMERT	Erstein (67)	100,00%	100,00%
France	CCS INTERNATIONAL	Mondeville (14)	100,00%	100,00%
France	COLLIN	La Chapelle St Luc (10)	99,90%	99,90%
France	DESCHAMPS	Aubervilliers (93)	99,99%	99,99%
France	DISFEB	Biarritz (64)	100,00%	100,00%
France	GCEB	Saint-Germain- les-Corbeil (91)	100,00%	100,00%
France	GIRARD HERVOUET	Clisson (44)	100,00%	100,00%
France	JEANNIN	Issy Les Moulineaux (92)	100,00%	100,00%
France	PL MAITRE	Rambervilliers (88)	100,00%	100,00%
France	SAED	Illkirch – Graffenstaden (67)	100,00%	100,00%
France	SBE	Villenave d'ornon (33)	99,97%	99,97%
France	SIA	Taverny (95)	100,00%	100,00%
France	SMB	Ploufragan (22)	99,98%	99,98%
France	SNPR	Rennes (35)	100,00%	100,00%
France	SOPREMA ENTREPRISES	Strasbourg (67)	100,00%	100,00%
France	SOTEBA	Montreuil-Juigne (49)	100,00%	100,00%
France	CHARPENTES FOURNIER	Le-Poire-Sur-Vie (85)	100,00%	100,00%
France	CMCA	Aire-sur-l'Adour (40)	100,00%	
Allemagne	ESSERTEC	Grevenbroich	100,00%	100,00%
Allemagne	SOPREMA GMBH	Mannheim	100,00%	100,00%
Allemagne	FIBROLITH	Kempenich	100,00%	100,00%
Allemagne	MCL	Kehl	100,00%	100,00%
Belgique	SOPREMA NV	Grobbendonk	99,99%	99,99%
Belgique	SIBLI	Andenne	100,00%	100,00%
Belgique	SIBLI HOLDING	Andenne	99,00%	99,00%
Danemark	SOPREMA A/S	Hedensted	100,00%	70,00%
Egypte	SOPREMA EGYPT	Alexandrie	76,00%	76,00%
Espagne	SOPREMA IBERIA	Castellbisbal	100,00%	100,00%
Espagne	TRAXPO	Tarragone	100,00%	100,00%
Italie	SOPREMA ITALIA	Chignolo d'Isola	100,00%	100,00%
Italie	ISOLTEMA	Longiano	100,00%	100,00%
Irlande	SOPREMA Irlande	Dublin	100,00%	100,00%
France	DURGALITH	Gennevilliers (92)	99,96%	99,96%
France	SOPREMA	Strasbourg (67)	100,00%	100,00%
France	NMC	La Possession – Réunion (97-4)	100,00%	100,00%

Pays	Sociétés	Siège Social	% de contrôle	
			31/12/2021	31/12/2020
France	NESTA	Mundolsheim (67)	100,00%	100,00%
France	PAVAFRANCE	Golbey (88)	100,00%	100,00%
France	SOPRASOLAR	Clichy (92)	100,00%	100,00%
France	OLIN	Saint-Pierre-de-Chandieu (69)	100,00%	100,00%
France	KDB ISOLATION	Gilly Sur Isere (73)	100,00%	100,00%
France	SEBISOLE	Orly (94)	80,00%	
France	ATI FRANCE	Dagneux (01)	100,00%	
Autriche	SOPREMA AUTRICHE	Hart bei Graz	100,00%	
Brésil	SOPREMA BRESIL	Sao Paulo	100,00%	
Brésil	DENVER	Sao Paulo	100,00%	
Luxembourg	RWT	Luxembourg	100,00%	100,00%
Luxembourg	VAN DALE HOLDING	Luxembourg	100,00%	100,00%
Pays-Bas	ROYAL ROOFING MATERIALS	Wijchen	100,00%	100,00%
Pays-Bas	TROELSTRA & DEVRIES HOLDING	Ijlst	100,00%	100,00%
Pays-Bas	SOPREMA BV	Ijlst	100,00%	100,00%
Pays-Bas	FONS MEEDER BV	Zwijndrecht	100,00%	
Pologne	TERMO ORGANIKA	Cracovie	100,00%	87,49%
Pologne	SOPREMA POLSKA	Varsovie	100,00%	100,00%
Portugal	SOPREMA PORTUGAL	Alpiarça	100,00%	100,00%
Suède	SOPREMA SUEDE	Helsingborg	100,00%	
Suisse	SOPREMA SUISSE	Spreitenbach	100,00%	100,00%
Suisse	PAVATEX AG	Fribourg	100,00%	100,00%
Suisse	SOPREMA HOLDING SUISSE	Spreitenbach	99,63%	99,63%
Royaume Uni	SOPREMA UK	Witham	100,00%	100,00%
Russie	MK	Samara	100,00%	100,00%
Turquie	SOPREMA TURQUIE	Istanbul	99,75%	99,75%
Canada	CONVOY SUPPLY	Surrey	100,00%	100,00%
Canada	GESTION SOPREMA CANADA	Drummondville (Québec)	100,00%	100,00%
Canada	SOPREMA CANADA INC	Drummondville (Québec)	100,00%	100,00%
Canada	MODULR TS	Cocagne	100,00%	100,00%
Chine	SOPREMA CHINA	Jiangsu Changzhou	100,00%	100,00%
Chine	SOPREMA SHANGHAI	Shanghai	100,00%	100,00%
EAU	SOPREMA for Manufacturing Waterproofing Materials LLC	Abu Dhabi	100,00%	100,00%
USA	CHEMLINK	Schoolcraft (Michigan)	100,00%	100,00%
USA	SOPREMA USA INC	Wadsworth (Ohio)	100,00%	100,00%
USA	DERBIGUM AMERICAS	Kansas City	100,00%	100,00%
USA	SOPREMA INC USA	Wadsworth (Ohio)	100,00%	100,00%

1.2 Sociétés non consolidées

Les sociétés dans lesquelles le Groupe a cessé d'exercer ou n'exerce pas une influence notable sont dé-consolidées ou non consolidées et évaluées à leur valeur d'utilité.

Ne font pas partie également du périmètre de consolidation les sociétés de faible importance après élimination des opérations internes au Groupe, ou en situation de fin d'activité.

En outre, ne sont pas intégrées au périmètre de consolidation les sociétés d'exploitation suivantes, du fait notamment de leur prise de contrôle en fin d'exercice ou des difficultés à obtenir une information financière fiable dans des délais compatibles avec le calendrier d'arrêté des comptes :

En KEUR

Société	Chiffre d'affaires (K€)	Capitaux propres (K€)	Résultat de l'exercice (K€)	Valeur nette comptable de la participation (K€)	% de détention	Observations
Majster-Pol (POL)	8 434	1 293	- 58	6 552	100%	Prise de contrôle majoritaire au cours du deuxième semestre 2021
Can-Cell group (CAN)	36 762	6 614	2 497	22 920	100%	Prise de contrôle majoritaire au cours du deuxième semestre 2021
Margueron (FR)	10 764	3 689	412	5 200	100%	Prise de contrôle majoritaire au cours du deuxième semestre 2021
FIVE ISOLANTI (IT)	59 408	16 938	9 137	9 407	50%	Prise de participation au cours du premier trimestre 2021, absence de contrôle à fin 2021.
FIBROTERMICA HUNGARY (HUN)	15 299	9 167	2 216	1 515	50%	Prise de participation au cours du premier trimestre 2021, absence de contrôle à fin 2021.

1.3 Comparabilité des comptes

Les sociétés suivantes ont fait leur entrée dans le périmètre de consolidation au 1/01/2021 :

ATI France (FR)	Sebisole (FR)	CMCA (FR)
Fons Meeder (NLD)	Soprema Brésil (BR)	Denver (BR)
Soprema Autriche (AUT)	Soprema Suède (SE)	

Incidences sur les comptes 2021 des mouvements de périmètre au cours de l'exercice 2021 :

- Chiffre d'affaires	+ 66 888 KE
- Résultat d'exploitation (avant dot. prov. écarts d'acquisition)	+ 8 751 KE
- Dot. prov. écarts d'acquisition	- 2 421 KE
- Résultat consolidé (part du groupe)	+ 1 204 KE

La société Pavatex France, qui ne faisait pas partie du groupe, a fusionné dans la société Soprema SAS sur l'exercice.

1.4 Date de clôture

L'ensemble des sociétés du groupe clôturent leurs comptes au 31/12.

Par exception, nous avons pris en compte les comptes de la société Sebisole au 30/09 (date de clôture annuelle de la filiale).

2. Principes comptables, méthodes d'évaluation et modalités de consolidation

2.1 Principes généraux

Les états financiers individuels des sociétés du groupe, arrêtés au 31 décembre, sont établis selon les principes comptables en vigueur, et sont retraités afin d'être mis en harmonie avec les principes comptables retenus pour l'établissement des états financiers consolidés. Ces principes, appliqués de manière constante, sont conformes à la réglementation française sur les comptes consolidés (règlement ANC 2020-01).

2.2 Méthodes de consolidation

La méthode de l'intégration globale est appliquée aux états financiers des sociétés significatives que le groupe contrôle de manière durable et de manière exclusive par détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote.

Les sociétés dans lesquelles le groupe a le pouvoir d'exercer une influence notable sur la gestion et la politique financière sont mises en équivalence, l'influence notable étant présumée lorsque plus de 20 % des droits de vote sont détenus. Cette méthode consiste à substituer à la valeur comptable des titres de participation la quote-part du groupe dans les capitaux propres de ces sociétés à la date d'acquisition, augmentée de la quote-part dans les résultats postérieurs, sous déduction des dividendes reçus après cette date.

Les participations répondant aux critères ci-dessus, mais ne présentant pas à leur date d'acquisition de caractère durable de détention ou dont l'exploitation normale n'a pas débuté, ne sont pas consolidées. Ces participations sont évaluées à leur coût d'acquisition, minoré d'une dépréciation si elle est nécessaire.

Toutes les transactions significatives entre les sociétés consolidées sont éliminées, de même que les résultats internes au groupe (plus-values, dividendes, ...).

2.3 Immobilisations incorporelles

Ecarts d'acquisition positifs

L'écart constaté à l'occasion d'une prise de participation entre le prix d'acquisition d'une société consolidée et l'évaluation totale de ses actifs et passifs identifiés est inscrit sous la rubrique « écart d'acquisition » à l'actif du bilan.

Les écarts d'acquisition dégagés en monnaie étrangère au titre des entreprises étrangères, sont convertis, comme tous les autres actifs et passifs de l'entreprise détenue, au cours de clôture.

Les compléments de prix et les réductions de prix d'acquisition des sociétés consolidées sont imputés sur les écarts d'acquisition.

Des tests de valeur sont réalisés lorsque des indices de perte de valeur significative sont identifiés. Dans l'hypothèse où la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable, un amortissement exceptionnel de l'écart d'acquisition est comptabilisé.

Aucun amortissement complémentaire n'a été enregistré dans les comptes de l'exercice 2021.

Le Groupe applique depuis l'exercice ouvert le 1/01/2016 les nouvelles dispositions réglementaires relatives au suivi des écarts d'acquisition telles que prévues par le règlement ANC n°205-07 du 23 novembre 2015 modifiant l'annexe du règlement n°99-02 du 29 avril 1999 du CRC relatif aux comptes consolidés des sociétés commerciales.

Les écarts d'acquisition font l'objet d'un amortissement sur les durées suivantes :

Ecarts d'acquisition constatés avant le 1/01/2016 :

- filiales travaux : 10 ans
- filiales industrielles (étanchéité bitume) : 15 ans
- filiales industrielles (hors étanchéité bitume) et distribution : 20 ans

Les plans d'amortissement initiaux de ces écarts d'acquisition n'ont pas été modifiés.

Ecarts d'acquisition constatés depuis le 1/01/2016 :

Les nouvelles dispositions réglementaires sus-mentionnées prévoient que les écarts d'acquisition ne sont plus systématiquement amortis :

- En l'absence de limite prévisible à leur durée d'utilisation, les écarts d'acquisition ne sont pas amortis.
- Les écarts d'acquisition dont la durée d'utilisation est limitée sont amortissables sur cette durée, ou lorsqu'elle ne peut pas être déterminée de façon fiable, sur 10 ans.

Pour 2021, la durée d'utilisation des écarts d'acquisition n'a pas pu être déterminée de façon fiable.

Ecarts d'acquisition négatifs

Un écart d'acquisition négatif correspond généralement soit à une plus-value potentielle du fait d'une acquisition effectuée dans des conditions avantageuses, soit à une rentabilité insuffisante de l'entreprise acquise.

L'excédent négatif éventuel est rapporté au résultat sur une durée qui reflète les hypothèses retenues et les conditions déterminées lors de l'acquisition.

1^{ère} consolidation d'une entreprise contrôlée depuis plusieurs exercices

Les valeurs d'entrée et l'écart d'acquisition sont déterminés comme si cette première consolidation était intervenue effectivement à la date de prise de contrôle. Les résultats accumulés par cette entreprise depuis la prise de contrôle sont inscrits en résultat exceptionnel, après déduction des dividendes reçus par le groupe et amortissement de l'écart d'acquisition.

Frais de recherche

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges de la période.

Frais de développement

Conformément aux dispositions du nouveau règlement ANC 2020-01, les frais de développement sont comptabilisés à l'actif du bilan lorsqu'ils répondent aux critères d'activation.

Les frais de développement, lorsqu'ils sont immobilisés sont amortis sur la durée d'utilisation estimée du projet. Toutefois, lorsque leur durée d'utilisation ne peut être déterminée de manière fiable, les frais de développement sont amortis sur une durée maximale de cinq ans.

2.4 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur prix de revient d'origine, abstraction faite de toute charge financière et après élimination des éventuelles plus-values de cessions internes.

Les immobilisations faisant l'objet d'un contrat de crédit-bail d'un montant significatif sont inscrites à l'actif du bilan consolidé et amorties selon les règles du groupe.

L'endettement correspondant figure au poste "emprunts et dettes financières diverses" pour le montant du capital restant dû à la fin de l'exercice.

Les amortissements sont généralement calculés sur la durée d'utilisation estimée des immobilisations selon les méthodes suivantes :

Constructions	15 à 30 ans,	linéaire
Agencements et aménagements	10 à 15 ans,	linéaire
Installations techniques, matériel et outillage	3 à 8 ans,	linéaire
Matériel de laboratoire	5 ans,	linéaire
Matériel de transport	4 à 6 ans,	linéaire
Mobilier de bureau	5 à 10 ans,	linéaire
Matériel de bureau	5 à 10 ans,	linéaire
Matériel informatique	3 à 5 ans,	linéaire

Les amortissements des sociétés dont les règles, au niveau social, divergent de manière significative par rapport aux règles du groupe, font l'objet d'un retraitement (pour leur montant net de l'impôt différé).

Il en est ainsi en particulier pour les amortissements exceptionnels ou dérogatoires.

2.5 Contrats de crédit bail et contrats assimilés

Un contrat de location-financement a pour effet de transférer au preneur l'essentiel des avantages et des risques inhérents à la propriété du bien, que la propriété soit ou non transférée à la fin du contrat. Les biens pris en location-financement sont considérés comme ayant été achetés à crédit.

Ces biens sont inscrits à l'actif immobilisé pour la valeur figurant au contrat, à l'exception de ceux dont la valeur n'est pas significative. Ils sont amortis sur leur durée de vie économique.

Au passif du bilan consolidé est inscrite une dette correspondant aux montants des engagements financiers restant dus sur les contrats. Les loyers sont ventilés entre remboursement de la dette et charges financières. Le plan de remboursement de la dette est déterminé en tenant compte de la dégressivité des intérêts.

2.6 Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont enregistrées à leur valeur d'acquisition (sans frais) et dépréciées, le cas échéant, par voie de provision, si leur valeur de marché à la clôture est inférieure à cette valeur d'acquisition.

Pour les titres de participation, la valeur de marché est fonction de la quote-part de situation nette détenue dans la filiale, du résultat de l'exercice écoulé, des distributions opérées, des perspectives d'évolution et/ou des opérations en capital.

2.7 Stocks et en cours

Les stocks de matières premières et de marchandises sont valorisés au dernier prix d'achat connu (frais d'acquisition inclus). Les stocks de produits finis sont valorisés à leur coût de production (prix de revient standard réactualisé en fin d'année en fonction des coûts réels).

Ces éléments font, sauf disponibilité d'informations économiques spécifiques, l'objet d'une dépréciation par voie de provision, selon la règle suivante :

Stocks sans consommation sur l'exercice	:	100%
Délai de consommation des stocks supérieur à 3 ans	:	50%
Délai de consommation des stocks compris entre 1 et 3 ans	:	25%

Les opérations réalisées dans le cadre de l'activité travaux suivent la méthode de l'avancement : le chiffre d'affaires et le résultat relatifs aux chantiers en cours sont constatés en fonction du degré d'avancement.

Cette méthode consiste :

- à prendre en compte le chiffre d'affaires et le résultat des contrats en cours en fonction du degré d'avancement atteint,

- et à provisionner la totalité des pertes à terme en cas de contrat déficitaire, indépendamment du degré d'avancement atteint.
- Lorsque le résultat à terminaison ne peut être estimé de manière fiable, aucun profit n'est dégagé. Le montant inscrit en chiffre d'affaires est limité à celui des charges ayant concouru à l'exécution du contrat.

Le pourcentage d'avancement et des revenus à comptabiliser est déterminé sur la base d'une mesure de l'avancement par les coûts et repose sur des estimations fondées sur le suivi des travaux et la prise en compte d'aléas basée sur l'expérience acquise.

Par conséquent, des ajustements des estimations initiales peuvent intervenir tout au long de la vie du contrat et avoir des effets sur les résultats futurs.

Dans le cas où la prévision à fin de contrat fait ressortir un résultat déficitaire, une provision pour perte à terminaison est comptabilisée en fonction de la meilleure estimation des résultats prévisionnels intégrant, le cas échéant, des droits à recettes complémentaires ou à réclamation, dans la mesure où ils sont probables et peuvent être évalués de façon fiable.

2.8 Clients et comptes rattachés

Les créances clients sont enregistrées à leur valeur de facturation. Sous déduction de la prise en charge, le cas échéant, par l'Assurance Crédit, les créances clients font l'objet d'une dépréciation selon la règle suivante :

Créances clients locales

- provision à 25% pour les factures échues depuis plus de 6 mois,
- provision à 50% pour les factures échues depuis plus de 1 an,
- provision à 100% pour les factures échues depuis plus de 2 ans.

Créances clients à l'export

- provision à 50% pour les factures échues depuis plus de 6 mois,
- provision à 100% pour les factures échues depuis plus de 1 an.

Créances clients contentieuses

- clients en redressement ou en liquidation judiciaire : provision de 100% de la créance HT,
- autre dossier : 50% lorsque la créance HT devient douteuse, 100% un an après.

Les créances client faisant l'objet d'escompte en compte sont enregistrées en trésorerie et les engagements sont mentionnés hors bilan dans la rubrique effets escomptés non échus.

2.9 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition, hors frais d'acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres cédés a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Les valeurs mobilières ont été dépréciées par voie de provision afin de tenir compte :

- pour les titres cotés, du cours moyen du dernier mois de l'exercice,
- pour les titres non cotés, de leur valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice.

2.10 Provisions réglementées

Les provisions réglementées, à caractère purement fiscal, sont retraitées et portées dans les comptes de réserves pour leur montant net d'impôt à l'ouverture de l'exercice, et dans le compte de résultat pour les dotations et reprises de l'exercice.

L'impôt différé en découlant est constaté par voie de provision.

2.11 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont classées en capitaux propres. Elles font l'objet d'une intégration au résultat de l'exercice au même rythme que l'amortissement des actifs qu'elles financent.

Il n'a pas été calculé d'impôt différé passif sur ces subventions dans la mesure où elles financent des actifs amortissables.

2.12 Provisions pour risques, pertes et charges

Les provisions pour risques, pertes et charges sont calculées en fonction d'évaluations faites à la clôture de l'exercice.

Conformément aux méthodes de référence énoncées par le règlement ANC n° 18-01, une provision est constituée au bilan pour les engagements de retraite et prestations assimilées, pour la part non couverte par un contrat d'assurance. Le passif social est actualisé chaque année en tenant compte de l'évolution des hypothèses de calcul démographiques et financières.

2.13 Impôt sur les résultats

La charge d'impôt sur les résultats correspond à l'impôt exigible corrigé des impôts différés.

Les impôts différés tant actifs que passifs, concernent pour l'essentiel l'imposition des décalages temporaires, des retraitements de consolidation et de la neutralisation des profits intra-groupe. Ils sont constatés suivant la méthode du report variable sur toutes les différences temporaires existant aux taux d'impôt de l'exercice applicable dans chaque pays, corrigé des évolutions futures connues à la clôture de l'exercice.

Les actifs d'impôts différés excédant les passifs d'impôts différés sont constatés dès lors que leur récupération est probable, notamment en cas d'existence de déficits fiscaux.

Variation de l'impôt différé **En KEUR**

2021	
Impôt différé net (passif) au 31/12/2020	32 432
Incidence des variations de périmètre	- 1 362
Incidence des effets de conversion	1 098
Incidence des reclassifications	- 17
Variation par le résultat de l'exercice	- 3 603
Impôt différé net (passif) au 31/12/2021	28 548
<i>dont impôts différés actifs</i>	<i>- 17 551</i>
<i>dont impôts différés passifs</i>	<i>46 099</i>

2.14 Conversion des éléments en devises

La monnaie de consolidation est l'euro.

Les bilans des sociétés étrangères libellés en devises ont été convertis aux taux de clôture au 31 décembre 2021 (comparés au 31 décembre 2020).

Les comptes de résultat des sociétés étrangères libellés en devises ont été convertis aux taux moyens de l'exercice 2021 (comparés aux taux moyens de l'exercice 2020).

	<u>2021</u>	<u>2021</u>	<u>2020</u>	<u>2020</u>
	<i>Taux de clôture</i>	<i>Taux moyen</i>	<i>Taux de clôture</i>	<i>Taux moyen</i>
EUR / AED	4,18	4,33	4,49	4,21
EUR / BRL	6,31	6,38		
EUR / CAD	1,44	1,48	1,56	1,53
EUR / CHF	1,03	1,08	1,08	1,07
EUR / CNY	7,19	7,63	8,02	7,87
EUR / DKK	7,44	7,44	7,44	7,45
EUR / GBP	0,84	0,86	0,90	0,89
EUR / PLN	4,60	4,57	4,56	4,44
EUR / RUB	85,30	87,15	91,47	82,65
EUR / SEK	10,25	10,15		
EUR / TRY	15,23	10,51	9,11	8,04
EUR / USD	1,13	1,18	1,23	1,14

L'écart généré par la conversion du bilan et du compte de résultat à des taux différents a été porté dans les réserves consolidées.

2.15 Instruments financiers à terme

Le traitement comptable des positions ouvertes isolées est appliqué suite à l'analyse des contrats d'instruments financiers à terme existant au 31 décembre 2021.

Ces instruments financiers sont évalués par référence à une valeur de marché ou par application de modèles et techniques d'évaluation généralement admis à chaque date de clôture.

Les instruments financiers ainsi que les variations de valeur de ces instruments sont comptabilisés au bilan dans les comptes « Autres créances » et « Autres dettes ». La constatation d'une moins value latente donne également lieu à la comptabilisation d'une provision pour pertes sur contrats.

Type	Notionnel	Échéance	Valorisation	
			31/12/2021	31/12/2020
Swap	30 000 KCAD	01/2025	- 1 297 KCAD	- 1 944 KCAD
Contrats de change à terme	26 814 KPLN	01/2022 à 03/2022	- 313 KPLN	234 KPLN

2.16 Présentation du compte de résultat

Les escomptes de règlement sont présentés en résultat d'exploitation.

Les gains et pertes de change réalisés sur créances et dettes commerciales sont enregistrés en résultat d'exploitation.

La participation des salariés est présentée dans les charges de personnel.

2.17 Changement de méthodes : nouveau règlement ANC 2020-01

L'application du nouveau règlement ANC 2020-01 a généré les impacts suivants :

- les gains et pertes de change latents sur créances et dettes sont comptabilisés au bilan en écart de change passif et actif. Dans le cas d'une perte de change latente, une provision pour risques de change est comptabilisée. Cette norme a été appliquée de manière prospective dans les comptes au 1^{er} janvier 2021. Les gains de change latents non reconnus en résultat au 31/12/2021, compte tenu de l'application du nouveau règlement, s'élèvent à 3.374 KEUR.
- les amortissements sur écarts d'acquisition sont désormais présentés dans le résultat d'exploitation
- les écarts d'acquisition sont présentés dans le poste immobilisations incorporelles au bilan
- les frais de développement sont comptabilisés à l'actif du bilan lorsqu'ils répondent aux critères d'activation
- Contrats de crédit bail et contrats assimilés : aucun nouveau contrat significatif à retraiter n'a été identifié

2.18 Impact de la pandémie de Covid-19 sur l'exercice 2021

Depuis le 31 décembre 2021, date de clôture de l'exercice, la société surveille l'évolution de l'épidémie de Covid-19, et bien que la situation s'améliore nettement, la société reste vigilante.

2.19 Evènements importants survenus depuis la clôture de l'exercice

Depuis le 24 février 2022, la Russie est entrée en guerre avec l'Ukraine, visant à déstabiliser la souveraineté de ce pays. L'Organisation des Nations Unies, suivie des Etats-Unis, et de l'Union Européenne ont adopté des sanctions économiques internationales contre la Russie, visant à sanctionner ses agissements. Ce contexte géopolitique a des répercussions certaines sur l'économie mondiale.

La société surveille de près l'évolution de ce contexte, et des sanctions internationales et met en œuvre toutes les actions à sa disposition pour réduire son exposition. A ce jour, les engagements économiques sur cette zone sont peu significatifs à l'échelle du Groupe.

Le Groupe a finalisé en mars 2022 l'acquisition complémentaire des titres de participation dans les sociétés FIVE ISOLANTI (Italie) et FIBROTERMICA HUNGARY (Hongrie), qui sont désormais contrôlées à 100% par le Groupe.

3. Présentation des postes du bilan et de leur variation

Cf. tableaux joints ci-après

- 3.1 Ecart d'acquisition**
- 3.2 Tableau des flux des immobilisations**
- 3.3 Tableau des flux des amortissements et provisions**
- 3.4 Variation des capitaux propres**
- 3.5 Tableau de flux de trésorerie**
- 3.6 Provisions pour risques et charges**
- 3.7 Echancier des immobilisations et dettes financières**

4. Présentation des postes du compte de résultat / Autres

Cf. tableaux joints ci-après

- 4.1 Ventilation du chiffre d'affaires**
- 4.2 Effectifs**
- 4.3 Engagements hors bilan**

Groupe SOPREMA

3.1

Ecart d'acquisition (en KEUR)

	Valeurs brutes	Amort. antérieur	Amort. de l'exercice	Net 2021	Net 2020
Ecarts d'acquisition positifs					
A Nouveau	431 125	247 887	23 852	159 386	162 469
Correction de valeur	540		54	486	-
Mouvement de périmètre	7 179		364	6 815	-
Nouvelle acquisition	24 580		2 422	22 158	24 095
Cession				-	-
Ecart de conversion	6 025	2 781	238	3 006	- 3 326
TOTAL	469 449	250 668	26 930	191 851	183 238
Ecarts d'acquisition négatifs					
A Nouveau	28 137	28 137	-	-	-
Mouvement de périmètre	412	-	412	-	-
Nouvelle acquisition	-	-	-	-	-
Cession	-	-	-	-	-
Reprise	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	-	-	-	-	-
TOTAL	28 549	28 137	412	-	-
Total amortissement de l'exercice			26 280		

Groupe SOPREMA

3.2

Flux des immobilisations (en KEUR)

	A Nouveau	Mouv. Périmètre	Augmentation	Diminution	Autres variations	Ecart de conversion	Solde
Immobilisations incorporelles							
Frais d'établissement	-	-	-	-	-	-	-
Frais de recherche & développement	-	-	1 250	-	-	-	1 250
Concessions, brevets, licences	16 363	172	2 109	- 976	-	245	17 913
Fonds de commerce	9 229	194	-	- 76	-	- 2	9 345
Autres immobilisations incorporelles	5 127	111	839	- 1 999	7	- 1	4 084
Ecart d'acquisition	431 125	32 299	-	-	-	6 025	469 449
TOTAL	461 844	32 776	4 198	- 3 051	7	6 267	502 041
Immobilisations corporelles							
Terrains	69 749	93	1 408	- 14	- 625	1 719	72 330
Constructions	339 717	1 669	14 873	- 4 224	16 469	7 002	375 506
Installations tech, mat et outillages ind.	642 918	8 420	20 402	- 7 803	26 648	13 938	704 523
Autres immobilisations corporelles	224 198	3 233	22 571	- 48 137	5 187	9 375	216 427
Immobilisations corporelles en cours	43 941	140	50 579	- 3 391	- 47 059	528	44 738
Avances et acomptes s/ immo corp.	2 748	-	8 219	- 35	- 637	4	10 299
TOTAL	1 323 271	13 555	118 052	- 63 604	- 17	32 566	1 423 823
Immobilisations financières							
Titres de participation non consolidés	49 773	- 11 648	46 857	- 5	5 888	935	91 800
Créances ratt. à des participations non conso.	1 480	-	10 965	- 3 292	998	88	10 239
Prêts	5 615	-	414	- 115	-	234	6 148
Autres immobilisations financières	3 145	259	7 745	- 538	4	273	10 888
TOTAL	60 013	- 11 389	65 981	- 3 950	6 890	1 530	119 075

Groupe SOPREMA

3.3

Flux des amortissements et des provisions (en KE)

	A Nouveau	Mouv. Périmètre	Dotation de l'exercice	Cession / Diminution	Autres variations	Ecarts de conversion	Solde
Amort / Immobilisations incorporelles							
Amort / Frais d'établissement	-	-	-	-	-	-	-
Amort / Frais de recherche & développement	-	-	1	-	-	-	1
Amort / Concessions, brevets, licences	14 035	134	745	- 970	-	108	14 052
Amort / Fonds de commerce	9 229	101	93	- 76	-	- 2	9 345
Amort / Autres immobilisations incorporelles	3 283	50	117	- 3	4	- 2	3 449
Amort / Ecart d'acquisition	247 887	-	26 692	-	-	3 019	277 598
TOTAL	274 434	285	27 648	- 1 049	4	3 123	304 445
Amort / Immobilisations corporelles							
Amort et prov. / Terrains	18 797	-	431	-	- 1 629	484	18 083
Amort / Constructions	167 059	759	13 309	- 3 954	- 1 060	2 904	179 017
Amort / Instal. tech, mat et outillages ind.	396 822	5 426	40 347	- 7 795	87	7 477	442 364
Amort / Autres immobilisations corporelles	154 273	2 203	21 798	- 46 732	2 586	6 148	140 276
TOTAL	736 951	8 388	75 885	- 58 481	- 16	17 013	779 740
Prov / Immobilisations financières							
Prov / Titres de participation IG / IP	12 724	- 858	3 405	- 784	-	11	14 498
Prov / Créances ratt. à des part. non conso.	242	-	-	-	-	-	242
Prov / Prêts	1 252	4	-	- 5	-	56	1 307
Prov / Autres immobilisations financières	24	-	4	-	-	1	29
TOTAL	14 242	- 854	3 409	- 789	-	68	16 076

Groupe SOPREMA

3.4

Variation des capitaux propres consolidés - part du groupe (en KE)

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Subventions	Résultat de l'exercice	Ecart de conversion	Total capitaux propres
Situation à la clôture 2019	55 000	128	978 921	3 797	151 433	19 610	1 208 889
Variation de capital							-
Résultat 2020					200 664		200 664
Dividendes versés					- 20 111		- 20 111
Résultat non distribué			131 322		- 131 322		-
Subventions d'invest.				393			393
Ecart de conversion			- 1 156			- 42 673	- 43 829
Variation de périmètre et % d'intérêts			77	3			80
Autres variations			- 5	2			- 3
Situation à la clôture 2020	55 000	128	1 109 159	4 195	200 664	- 23 063	1 346 083
Variation de capital							-
Résultat 2021					294 272		294 272
Dividendes versés					- 65 050		- 65 050
Résultat non distribué			135 614		- 135 614		-
Subventions d'invest.				591			591
Ecart de conversion			27			46 493	46 520
Variation de périmètre et % d'intérêts			- 2				- 2
Autres variations			43				43
Situation à la clôture 2021	55 000	128	1 244 841	4 786	294 272	23 430	1 622 457

Tableau de flux de trésorerie (en KE)

	Année 2021	Année 2020
OPERATIONS D'EXPLOITATION		
RESULTAT NET	294 272	200 664
Part des minoritaires dans le résultat stés intégrées	2 506	1 090
Elimination des éléments sans incidence sur la trésorerie	- 10 410	- 302
Dotations aux Amortissements et provisions	146 862	142 356
Reprises des Amortissements et provisions	- 38 933	- 36 241
Plus et moins values de cession	18	- 1 010
Impôts différés	- 3 603	7 139
Subventions virées au résultat	- 573	- 501
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	390 139	313 195
<u>Variation nette exploitation</u>	<u>- 177 325</u>	<u>47 513</u>
Var° de stock	- 171 424	22 098
Var° des Créances d'exploit°	- 98 134	9 453
Var° des Dettes d'exploit°	92 233	15 962
<u>Variation nette hors exploitation</u>	<u>27 694</u>	<u>- 10 832</u>
Var°des créances hors exploitation	6 113	- 16 125
Var°des dettes hors exploitation	27 137	3 704
Charges et produits constatés d'avance	- 5 556	1 589
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	- 149 631	36 681
Flux net de trésorerie généré par l'activité	240 508	349 876
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Décaisst / acquisition immos incorporelles et corporelles	- 121 855	- 102 648
Encaisst / cession d'immos incorporelles et corporelles	5 474	7 165
Décaisst / acquisition immos financières	- 19 126	- 5 675
Encaisst / cession immos financières	3 946	8 248
Tréso.nette /acquisitions & cessions de filiales	- 64 798	- 21 287
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	- 196 359	- 114 197
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Dividendes versés aux actionnaires de la mère	- 65 050	- 20 111
Dividendes versés aux minoritaires	- 396	- 537
Subventions d'investissement encaissés	1 168	894
Encaissements provenant d'emprunts	90 509	112 650
Remboursement d'emprunts	- 135 269	- 138 354
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	- 109 038	- 45 458
Incidences des variations de taux de change	12 629	- 10 075
Reclassement de trésorerie	299	
VARIATION DE TRESORERIE	- 51 961	180 146
TRESORERIE A L'OUVERTURE	559 177	379 031
TRESORERIE A LA CLOTURE	507 216	559 177

Groupe SOPREMA

3.6

Provisions pour risques et charges (en KE)

	A Nouveau	Mouv. Périmètre	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice	Autres variations	Ecart de conversion	Solde
Provisions pour litiges	23 469	272	5 616	- 8 003	-	2	21 356
Provisions pour garanties données	36 276	-	23 219	- 22 256	- 9	869	38 099
Provisions pour perte sur marché à terme	973	-	1 358	- 779	- 153	-	1 399
Provisions pour amendes et pénalités	1 224	-	595	- 618	-	-	1 201
Provisions pour pertes sur contrats	1 724	-	69	- 1 105	153	128	969
Provisions pour autres risques	2 815	109	6 275	- 1 639	-	44	7 604
Total provisions pour risques	66 481	381	37 132	- 34 400	- 9	1 043	70 628
Provisions pour pensions	14 828	425	1 388	- 270	- 109	26	16 288
Provisions pour impôts	1 485	178	422	- 1 207	- 14	- 6	858
Provisions pour renouvellement d'immo.	332	-	-	-	-	16	348
Provisions pour grosses réparations	231	-	-	-	-	11	242
Prov. pour autres charges	9 799	23	981	- 1 451	- 6	23	9 369
Total provisions pour charges	26 675	626	2 791	- 2 928	- 129	70	27 105
Total prov. pour risques et charges	93 156	1 007	39 923	- 37 328	- 138	1 113	97 733
Résultat d'exploitation			33 289	- 32 654			
Résultat financier			5 099	- 1 104			
Résultat exceptionnel			1 535	- 3 570			

Groupe SOPREMA

3.7

Echéancier des immobilisations et dettes financières (en KE)

	Valeur 2021		Valeur 2020	
Créances rattachées à des participations				
- à moins d'un an	9 067		1 138	
1-5 ans	281		342	
- à plus de 5 ans	891			
TOTAL	10 239		1 480	
Prêts et autres immo. financières				
- à moins d'un an	4 647		2 191	
1-5 ans	7 190		1 449	
- à plus de 5 ans	5 016		4 986	
TOTAL (1)	16 853		8 626	
(1) hors autres titres immobilisés :	183		134	
Dettes financières		<i>Dont part</i>		<i>Dont part</i>
		<i>crédit bail</i>		<i>crédit bail</i>
- à moins d'un an	122 652	5 152	130 510	6 317
1-5 ans	229 643	11 081	259 375	12 279
- à plus de 5 ans	25 159	2 115	28 447	3 492
TOTAL	377 454	18 348	418 332	22 088
	Valeur 2021		Valeur 2020	
Comptes courants actifs avec des parties liées				
- à moins d'un an				
- à plus d'un an	55 623		67 883	
TOTAL	55 623		67 883	
Comptes courants passifs avec des parties liées				
- à moins d'un an				
1-5 ans	26 223		8 899	
- à plus de 5 ans				
TOTAL	26 223		8 899	

Groupe SOPREMA

4.1

Ventilation du chiffre d'affaires (en KE)

	Année 2021	Année 2020
<i>Ventes de travaux et services</i>		
- France	755 254	683 886
- CEE	17 368	14 966
- Amérique du Nord	24 017	21 146
- Suisse	6 884	8 385
- Autres	2 797	2 037
Sous Total	806 320	730 420
<i>Ventes de marchandises et produits</i>		
- France	618 794	470 814
- CEE	944 785	737 486
- Amérique du Nord	1 170 055	992 049
- Suisse	99 248	83 286
- Autres	101 307	59 536
Sous Total	2 934 189	2 343 171
TOTAL CA EN KEUROS	3 740 509	3 073 591

Groupe SOPREMA

4.2

Effectifs

	Valeur 2021	Valeur 2020
Cadres	1 429	1 447
Non cadres	8 291	7 763
Effectif moyen employé	9 720	9 210

Groupe SOPREMA

4.3

Engagements hors bilan (en KE)

Engagements donnés

	Valeur 2021	Valeur 2020
Cautions	3 228	3 675
Garanties	10 694	583
Effets escomptés non échus	10 299	10 148
Engagement / Achat de matières	28 982	522
Engagement / Achat-vente de devises		
Autres engagements donnés		
Total	53 203	14 928

Engagements reçus

	Valeur 2021	Valeur 2020
Cautions	27 934	18 914
Garanties	46 787	58 701
Autres engagements reçus		
Total	74 721	77 615

Engagements réciproques

	Valeur 2021	Valeur 2020
Cautions de marchés	99 847	89 471
Total	99 847	89 471

Informations complémentaires (pour mémoire)

- Nantissement d'éléments d'actifs des sociétés Convoy, Gestion Soprema Canada et Soprema NV, en garantie de facilités de crédit accordées par les banques
- Certains emprunts bancaires font l'objet de covenants (ratios financiers) qui sont respectés au 31 décembre 2021